

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles



OBJET : Programme d'actions / Ressource en eau - Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour - Appel à projet économie circulaire de l'eau lancé par l'entente pour l'eau du bassin Adour-Garonne - Réutilisation des eaux usées traitées sur la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan

Exposé des motifs :

L'entente pour l'eau du Bassin Adour-Garonne a lancé un appel à projets sur l'économie circulaire de l'eau (EC'EAU) le 30 juillet 2021, qui porte sur l'émergence de projets intégrés de réutilisation des eaux, en les accompagnant depuis l'étude d'opportunité jusqu'à la réalisation du projet.

Une enveloppe financière de 8 M€ est dédiée à cet appel à projets dont : 2 M€ pour la Région Occitanie, 2 M€ pour la Région Nouvelle-Aquitaine et 4 M€ pour l'agence de l'eau Adour-Garonne.

L'appel à projets est organisé en six phases : (1) ouverture de l'appel à projet le 30/07/2021 ; (2) dépôt de la note d'intention avant le 31/10/2021 ; (3) sélection des notes d'intention avant le 31/12/2021 ; (4) dépôt des dossiers pour les notes d'intention sélectionnées avant le 30/03/2022 ; (5) sélection des dossiers par un comité et (6) décision de financement de juin à décembre 2022.

L'Institution Adour a adressé une note d'intention le 25 octobre 2021 pour la mise en œuvre du projet de valorisation agricole des eaux usées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan (étude de faisabilité technico-économique et travaux). La durée totale du projet est estimée à 5 ans.

Ce projet est une action symbolique du projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé à l'unanimité en 2020 par le comité de pilotage du PTGE Midour et la commission locale de l'eau du SAGE Midouze.

En effet, l'opération est localisée sur le sous bassin versant du Ludon, qui est le plus déficitaire du bassin versant du Midour et compte un nombre important de pompages en rivière. Elle consiste à valoriser par l'irrigation l'intégralité de l'eau traitée annuellement par la station d'épuration de Conte, soit un volume moyen de 1,54 millions de m³ d'eau, et de supprimer 42 pompages en rivières et/ou réservoirs connectés (soit 85% des prélèvements en période d'étiage sur le cours d'eau du Ludon), implantés sur le linéaire du ruisseau.

L'Institution Adour se porte coordonnateur de l'opération, en partenariat avec Mont-de-Marsan Agglomération - Régie de l'assainissement, le syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes.

Le projet de convention partenariale quadripartite a été présenté et validé par décision du bureau de l'Institution Adour en date du 25 novembre 2021 (jointe en annexe).

Le dossier définitif qui devra être déposé au plus tard le 30 mars 2022 ne concernera que la demande de financements des aménagements et équipements à la charge de la Régie des eaux de Mont de Marsan Agglomération (traitement en sortie de station et tuyau d'amenée aux bassines) et de l'Institution Adour (bassines de stockages et traitement en sortie).

Ce dossier sera amendé pour tenir compte des dernières discussions avec les partenaires et les services de l'Etat, et intégrer l'augmentation des prix des matériaux ferreux, et intégrer un traitement « filtration + UV » en sortie de chacune des 5 bassines pour garantir la qualité de l'eau requise pour une utilisation en irrigation.

Le coût total de l'opération est estimé à 13 850 000 € HT, dont 4 715 000 € pour le traitement des eaux et le réseau d'amenée (à la charge de Mont-de-Marsan Agglomération), 7 275 000 € à la charge de l'Institution Adour pour la réalisation des bassins de stockage et le traitement en sortie, et 1 860 000 € pour les stations de reprise et réseaux de desserte à la charge du syndicat du Ludon-Gaube (estimations actualisées provenant de l'étude prospective, 2018, Valorisation agricole des eaux traitées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan, J. RABE & T. MINVIELLE - Chambre d'agriculture des Landes).

Vu l'avis favorable de la commission locale de l'eau du SAGE Midouze en date du 11 mars 2020 approuvant le programme d'actions du PTGE Midour,

Vu la délibération de l'Institution Adour en date du 25 novembre 2021 approuvant le projet de convention partenariale,



Considérant que cette action s'inscrit pleinement dans le programme d'actions du PTGE Midour contribuant à la résorption d'une part significative du déséquilibre quantitatif,
Considérant la convention partenariale quadripartite entre Mont-de-Marsan Agglomération - Régie de l'assainissement, l'Institution Adour, le syndicat intercommunal d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant du Ludon et du Gaube et la Chambre d'agriculture des Landes,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de conditionner le lancement effectif de ce programme à la réponse officielle de l'entente pour l'eau quant à l'éligibilité de cette opération dans le cadre de l'appel à projet EC'EAU,
- d'approuver le coût estimatif amendé et le plan de financement prévisionnel et de solliciter la participation financière de l'entente pour l'eau pour les études et les travaux du projet de valorisation agricole des eaux usées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan dans le cadre de l'appel à projets EC'EAU, pour les parts des études et travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Régie des eaux de Mont de Marsan Agglomération (traitement en sortie de station et tuyau d'amenée) et de l'Institution Adour (bassines de stockages et traitement en sortie), soit respectivement 4 715 k€ et 7 275 k€,
- d'autoriser le président à signer le formulaire de demande d'aide ainsi que l'ensemble des documents y afférant, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE